

## La voix de l'Opposition de gauche

L'art de fuir ou contourner la réalité.

**3 septembre 2012**

*"Je ne veux pas être le Premier ministre d'un tournant de l'austérité parce que la politique que nous aurions engagée au début du quinquennat aurait été un échec", a souligné M. Ayrault, invité de l'émission "Tous politiques" de France-Inter/AFP/Le Monde.*

*La politique menée "est très claire depuis le début. C'était l'engagement de François Hollande pendant la campagne électorale. C'est-à-dire qu'il faut à la fois maîtriser les comptes publics, ne pas laisser filer la dette et les déficits (...). Personne ne nous l'impose de l'extérieur. On ne peut pas vivre avec comme premier budget de la nation le remboursement des intérêts de la dette", a-t-il poursuivi.*

*"C'est pour cela que les objectifs de 3% pour le budget 2013 seront tenus. L'équilibre des comptes à la fin du quinquennat sera respecté et, en même temps, les priorités de l'action gouvernementale (éducation, justice, sécurité, santé) seront respectées", a encore souligné le Premier ministre. (AFP 02.09)*

Il a raison de le rappeler aux sourds et aveugles qui depuis le 6 mai n'ont pas cessé d'affirmer qu'ils ne savaient pas sur quel pied danser avec le gouvernement, qu'il aurait été impossible de connaître ses véritables intentions, dans quelle direction allait s'orienter sa politique, etc. Ayrault a raison de claironner que la politique qu'il a menée *"est très claire depuis le début"*.

Il a commis un faux cependant, en réalité il ne pouvait pas faire autrement, ce n'est pas son rôle de dévoiler le pot aux roses, quand il a dit à propos de la crise, de l'austérité, *"personne ne nous l'impose de l'extérieur"*, hormis, l'oligarchie financière, soit les banquiers, les marchés, la Fed et leurs courroies de transmission l'UE et le FMI notamment. Chut !

Vous aurez noté qu'il a évoqué les *"priorités de l'action gouvernementale (éducation, justice, sécurité, santé) (qui) seront respectées"*, ce qui sera respecté en fait, c'est la manière dont le gouvernement conçoit ces priorités et non le droit à l'éducation, à la santé, etc. pour tous, cet engagement est au-dessus de ses forces ou il lui est étranger.

Cette tournure ou présentation présente un aspect pratique, elle permet de berner les crédules ou les ignorants, ceux qui se font encore des illusions dans les intentions de ce gouvernement ou plutôt qui, malgré la réalité, veulent croire encore qu'il pourrait apporter des réponses satisfaisantes à leurs besoins, autant dire qu'ils se leurrent.

A l'opposé, quand il a évoqué les 3% de Maastricht il a été ferme ne laissant place à aucun doute ou aucune autre interprétation. Mais ce message ne s'adressait pas au même auditoire, il était destiné à ses amis banquiers et des marchés.